



Votre fait du jour

ÉDUCATION | Ce matin, ils ne feront pas partie des 12,4 millions d'élèves français qui vont reprendre le chemin des cours. Pour des milliers de franciliens et d'oisieus, l'enseignement se fera à domicile. Un choix pédagogique qui prend de l'ampleur.

Ces familles qui choisissent de faire l'école à la maison

MAÏRAM GUISSÉ
ET STÉPHANIE FORESTIER

EN CETTE VEILLE de rentrée scolaire, ils ne se demandent pas dans quelle classe ils seront, ni avec quels camarades ou quels enseignants. Pour eux, c'est un jour comme les autres. Ou presque. S'ils ne prennent pas le chemin de l'école aujourd'hui, ils ont tout de même un rendez-vous de « non-entrée ». Une tradition pour ces élèves qui suivent une instruction en famille (IEF), c'est-à-dire l'école à domicile. « Cette année, la rencontre est prévue aux Halles à Paris, explique Lydia*, habitante des Yvelines et mère de trois enfants de 15, 9 et 5 ans dont aucun n'est scolarisé. Chez les non sco' (NDLR : les non scolarisés) c'est une coutume d'organiser une sortie spécifique le jour de la rentrée. »

L'année dernière, ils étaient 60 000 élèves sur 12 millions en France, soit 0,5 % à suivre l'école à la maison, contre 5 063 en 2011. « L'instruction en famille représente assez peu d'élèves mais connaît en effet une augmentation forte depuis dix ans », constate-t-on au sein de l'Éducation nationale. Les départements d'Ile-de-France et de l'Oise n'échappent pas à cette tendance.

« L'année dernière, on a bien eu une augmentation de l'instruction à domicile »

Dans l'académie de Paris, 520 élèves du premier degré et 163 du second degré – soit 683 élèves ont été recensés l'année dernière. Ils étaient 494 en 2019 et 337 à la rentrée 2018.

Du côté de l'académie de Versailles, la plus grande du pays avec plus de 1,18 million d'élèves, ils étaient 2 500 à la rentrée 2019-2020. Celle de Créteil n'a pas répondu à nos sollicitations.

Dans l'Oise, selon la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN), l'école à domicile représentait en 2020-2021, 0,43 % des élèves du premier degré, soit 378 élèves sur 88 600. Dans le second degré, cela concernait 0,15 % des enfants, 112 élèves donc sur plus de 73 400. Et pour cette année ? Les demandes n'étant pas encore clôturées, l'académie se refuse à donner des chiffres. « L'année dernière, on a bien eu une augmentation de l'instruction à domicile dans l'Oise », concède Emmanuelle Compagnon, directrice de la DSDEN de l'Oise.

Si le phénomène reste marginal – et encadré –, il ne cesse de séduire de nouvelles familles qui, à la faveur de la crise sanitaire, ont décidé de franchir le pas. « Certaines ayant une personne vulnérable au domicile ou ayant manifesté une inquiétude quant au risque de contamination ont fait le choix de l'instruction à domicile », précise-t-on à l'académie de Paris.

C'est le cas de Joséphine. La coquette quinquagénaire installée à Écouen (Val-d'Oise), n'avait jamais pensé à l'école à domicile pour sa fille Anna-Jane avant le premier confinement. « Ça a été une belle expérience, une petite parenthèse que j'ai appréciée et ma fille aussi. »

L'idée d'une instruction à domicile fait alors son chemin. « Je me suis dit que ça pouvait être super bien. » Finalement elle se décide cet été. « Les petits problèmes de santé de ma fille qui entraînaient des absences ici et là ont fini par me convaincre. » Ce matin, Anna-Jane, 15 ans, commencera donc ses cours de seconde, de chez elle.

Facebook, Instagram, Telegram... La multiplication des groupes de discussion

Pour d'autres familles, ce sont « les règles sanitaires vécues comme des contraintes et le port du masque obligatoire chez l'enfant qui ont été un élément déclencheur, confirme Jean-Baptiste Maillard, secrétaire général de l'association Liberté éducation et auteur avec sa femme, Marie, du livre *L'école à la maison : une liberté fondamentale*, paru aujourd'hui aux éditions Artège. La deuxième raison, c'est la loi de juillet 2019, avec l'école obligatoire dès 3 ans. Depuis la décision du conseil constitutionnel, nous avons enregistré la visite de 40 000 familles sur notre site Internet à raison de 3 000 par jour. »

L'avènement des réseaux sociaux joue aussi un rôle considérable dans le développement de l'IEF. Des blogs à Facebook en passant par Instagram ou même des groupes de discussions sécurisées sur Telegram, les familles ont des nombreux moyens de se contacter. Il y a ainsi Groupe IEF en IDF avec 800 membres, Vivre l'IEF dans le

78, 92 et ses environs forts de 530 suiveurs, IEF 95/78 avec 383 adeptes, ou encore IEF 77 avec 300 sympathisants...

Dans l'Oise, Christopher Plaquet, a lancé en août 2020 son groupe Facebook IEF Picardie. Sa page regroupe quelque 400 familles, issues en majorité de ce département. Premier adjoint de la commune de Beaugies-sous-Bois, Christophe le confie d'emblée, il est « attaché aux valeurs de la République » et a travaillé au sein de l'Éducation nationale. « Je le précise car le texte de loi passé récemment nous fait tous passer pour des supposés séparatistes », regrette l'élu.

Un sentiment partagé par Lydia : « Il y a une forme de défiance et c'est fatigant pour les familles ». « On est stigmatisé, réagit-on dans la famille de Rachid* ; Alors que nous avons fait le choix de l'IEF pour l'épanouissement de nos enfants. »

Après deux années d'existence, le groupe d'entraide de Christopher Plaquet n'a cessé de croître. « La première vague à avoir rejoint le groupe est arrivée juste avant la fin de l'année scolaire 2020, assure-t-il. Beaucoup s'opposaient au retour à l'école pour trois semaines alors que la peur du virus était toujours présente. » Une peur qui serait aussi, selon lui, à l'origine d'une seconde vague d'adhésion, lors de la rentrée scolaire de septembre 2020. « Les décisions gouvernementales en matière de protection des enfants ne leur semblaient pas correctes », estime l'élu oisien.

Et à la veille d'une rentrée scolaire à haut risque, avec le débat relancé sur la vaccination des plus petits, le phénomène de l'instruction à domicile prend encore un peu plus de vigueur. « Il y a des parents qui commencent à nous dire qu'ils ont peur que l'on force leur enfant à se faire vacciner, ceux qui anticipent une décision gouvernementale... »

Ces nouveaux arrivants, Lydia pense qu'ils ne resteront pas long-

temps en IEF. « Ce n'est pas un projet de vie pour eux juste un choix structurel », à la différence de sa famille. « Un élève sur deux retourne dans le système classique après un an à la maison, précise d'ailleurs Jean-Baptiste Maillard. Plus on monte dans le niveau scolaire, moins il y a d'IEF. 13 % ont le niveau collège et 2 % celui du lycée. »

Outre les supports du Cned (Centre national de l'éducation à distance), des programmes et activités sont proposés pour tous les niveaux sur les réseaux sociaux. Sur Instagram, les références « IEF », « école à la maison », « homeschooling » cumulent ainsi des centaines de milliers de publications. Pour certains comptes, c'est même devenu un véritable business.

Si les contenus sont en majorité gratuits, d'autres sont payants comme ces packs activités et livres pour la maternelle au prix de 129 €, pour un coffret de petite section maternelle, 159 € pour celui de moyenne section... Une dérive que pointe Lydia : « On voit poindre parfois des intérêts commerciaux. C'est un peu déstabilisant quand on est habitué à une IEF presque intimiste, familiale, où on fournit beaucoup d'efforts bénévoles dans l'organisation d'activités et de sorties, d'accompagnement de nouvelles familles. » ■

*Les prénoms ont été changés.

Plus on monte dans le niveau scolaire, moins il y a d'instruction en famille

JEAN-BAPTISTE MAILLARD,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'ASSOCIATION LIBERTÉ ÉDUCATION



Dans l'académie de Paris, 683 élèves des premier et second degrés étaient scolarisés à domicile l'année dernière.



Crèvecœur-le-Grand (Oise), lundi.
Les quatre enfants de Kaori, 35 ans,
feront leur rentrée scolaire à la maison.
Un phénomène qui touche finalement
assez peu d'élèves mais qui révèle
une tendance de fond.